



# QUESTIONNAIRE

**ÉVALUATION FINALE — JOUR 1 — K**  
**25 ET 26 MAI 2021**

**SESSION HIVER 2021**  
**ANNÉE SCOLAIRE 2020-2021**

## DOSSIER 1 (14 POINTS)

### Problème 1

**La mise en situation du problème 1 du dossier 1 est évolutive : tous les faits complémentaires que vous y trouverez s'ajoutent à la trame de faits principale.**

Maxime Laprade et Cindy Martial se sont épousés à Montréal le 13 août 1999. Ils n'ont fait précéder leur mariage d'aucun contrat de mariage. Ils sont les parents de trois enfants : Billy Laprade, né le 13 mai 2001, Sarah Laprade, née le 9 octobre 2006, et Léonie Laprade, née le 8 mai 2011.

Billy ne demeure plus chez ses parents depuis plus de deux ans. Il étudie à l'Université Laval à Québec en génie informatique. Il est actuellement en troisième année de baccalauréat et il excelle dans ses études. Il demeure avec son amoureuse qui étudie également à l'Université Laval. Toutes les deux semaines, Maxime verse de l'argent au compte de Billy pour lui permettre de payer les frais inhérents à ses études. Pour ce qui est de Sarah, en quatrième secondaire, elle étudie au Collège Brébeuf de Montréal où les frais de scolarité, présentement payés par Maxime, s'élèvent à 5 460 \$ par année. Léonie est en cinquième année du primaire et fréquente l'école du quartier.

Maxime et Cindy se sont réciproquement admis être malheureux dans leur couple et avoir commis chacun l'adultère. Lors de leur dernière conversation, Cindy informe Maxime qu'elle a l'intention d'entreprendre des procédures en divorce.

Cindy vous consulte. Elle est infirmière et son revenu brut est de 74 800 \$ par année. Elle paie une cotisation professionnelle annuelle de 462 \$. Maxime est comptable et travaille pour le cabinet Les professionnels CPA. Il gagne un revenu brut annuel de 130 000 \$. À titre de membre de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec, il paie une cotisation professionnelle de 945 \$ par année.

Cindy veut, pour plus de stabilité, que les enfants Sarah et Léonie continuent à demeurer avec elle les jours de la semaine. Elle a discuté avec Maxime et il est prêt à avoir les filles avec lui toutes les fins de semaine, du vendredi 18 h au dimanche 18 h.

Pour répondre à la question 1, veuillez vous référer à la Table de fixation de la contribution alimentaire parentale de base 2021 aux pages 7 et 8.

### QUESTION 1

En tenant pour acquis que Maxime Laprade paiera les frais de scolarité directement au Collège Brébeuf, calculez la pension alimentaire annuelle qu'il devra payer pour les enfants Sarah Laprade et Léonie Laprade dans l'éventualité où une ordonnance parentale serait rendue attribuant l'exercice du temps parental à Cindy Martial pendant les jours de la semaine et à Maxime Laprade, toutes les fins de semaine du vendredi 18 h au dimanche 18 h. Noircissez LA CASE qui correspond à la bonne réponse sur votre feuillet de réponses.

- a) 16 134,99 \$
- b) 13 169,53 \$
- c) 12 572,63 \$
- d) 11 504,81 \$
- e) 10 674,99 \$
- f) 9 607,17 \$

### FAITS COMPLÉMENTAIRES

Maxime informe son fils Billy que, étant donné sa séparation imminente d'avec sa mère et l'augmentation des coûts que cela engendrera pour lui, il ne sera plus en mesure, à compter du mois prochain, de l'aider financièrement. Il ajoute qu'à 20 ans, il doit s'organiser pour pourvoir à ses besoins.

Lors de cette conversation, Billy rétorque immédiatement à son père qu'il lui reste deux sessions d'études pour compléter son baccalauréat, que pour réussir, il doit consacrer de nombreuses heures à ses études chaque semaine, qu'il n'a aucun revenu et que, si son père lui coupe les vivres, il n'aura d'autre choix que d'entreprendre, même si cela l'attriste, les procédures appropriées contre ses parents pour obtenir une pension alimentaire.

## QUESTION 2

Dans l'éventualité où Billy Laprade entreprendrait des procédures contre ses parents pour demander une pension alimentaire, parmi les affirmations suivantes, indiquez laquelle est FAUSSE. Noircissez LA CASE qui correspond à la bonne réponse sur votre feuillet de réponses.

- a) Billy Laprade devra produire un état des revenus et dépenses et bilan.
- b) Billy Laprade devra produire une déclaration conformément à l'article 444 C.p.c.
- c) La pension alimentaire pour Billy Laprade sera fixée conformément au *Règlement sur la fixation des pensions alimentaires pour enfants*.
- d) La demande de pension alimentaire de Billy Laprade sera jugée d'urgence.
- e) À la suite d'un jugement, la pension alimentaire payable à Billy Laprade sera perçue par le ministère du Revenu suivant la *Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires*.

## FAITS COMPLÉMENTAIRES

Cindy vous informe de ce qui suit. Le 2 juillet 2006, Maxime a acheté, au prix de 320 000 \$, la résidence familiale située sur la rue Despins, à Montréal. Il a alors versé 30 000 \$ comptant provenant de ses économies des dernières années et a payé le solde de 290 000 \$ par un emprunt hypothécaire contracté auprès de la Banque du Vallon. Au cours du mois de mai 2008, alors que la résidence valait 368 000 \$ et que le solde de l'hypothèque était de 272 000 \$, Maxime a reçu de sa marraine un héritage de 80 000 \$ qu'il a investi dans la résidence pour rénover entièrement la cuisine et la salle de bain, et ajouter un foyer au gaz. Cette résidence vaut actuellement 862 000 \$ et le solde de l'hypothèque est de 78 000 \$.

## QUESTION 3

Dans le cadre du partage du patrimoine familial, quelle est la créance de Cindy Martial en rapport avec la résidence familiale? Noircissez LA CASE qui correspond à la bonne réponse sur votre feuillet de réponses.

- a) 149 152,18 \$
- b) 157 517,86 \$
- c) 187 391,30 \$
- d) 298 304,35 \$
- e) 307 892,86 \$
- f) 315 035,72 \$
- g) 596 608,70 \$

## FAITS COMPLÉMENTAIRES

Cindy vous mentionne que son père est décédé le 1<sup>er</sup> novembre 1998 et qu'elle a reçu en héritage un chalet situé à Saint-Michel-des-Saints d'une valeur de 20 000 \$ et libre d'hypothèque. Ce chalet n'a jamais été utilisé par la famille. Au moment du mariage, le chalet vaut 21 000 \$. Cindy loue ce chalet quelques semaines à la fois, mais elle croit que l'ajout de deux chambres favoriserait la location. Ainsi, au cours du mois de mai 2005, alors que le chalet vaut 25 000 \$, Cindy le fait agrandir pour y ajouter deux chambres. Cet agrandissement lui coûte 25 000 \$ qu'elle paie à même ses économies accumulées au cours du mariage. Malheureusement, Cindy constate que cela n'a rien changé en ce qui concerne la location.

Depuis le 1<sup>er</sup> août 2006, Liliane Martial, la sœur de Cindy, occupe le chalet. Elle entretient l'immeuble alors que Cindy continue de payer les taxes et l'assurance habitation. Le chalet vaut actuellement 58 000 \$. Liliane reçoit des prestations d'aide sociale et n'est pas en mesure d'acheter le chalet. Cindy s'est toujours sentie coupable d'avoir reçu ce legs de son père qui n'a rien laissé à Liliane et elle songe à donner le chalet à sa sœur. Elle se demande si elle peut le faire sans en parler à Maxime.

### QUESTION 4

**Cindy Martial peut-elle donner à sa sœur Liliane Martial le chalet de Saint-Michel-des-Saints reçu en héritage de son père, et ce, à l'insu de Maxime Laprade? Noircissez LA CASE qui correspond à la bonne réponse sur votre feuillet de réponses.**

- a) Le chalet est un propre de Cindy Martial et elle peut le donner à sa sœur Liliane Martial à l'insu de Maxime Laprade.
- b) Le chalet est un propre de Cindy Martial, mais elle ne peut pas le donner à sa sœur Liliane Martial à l'insu de Maxime Laprade.
- c) Le chalet est un acquêt de Cindy Martial et elle peut le donner à sa sœur Liliane Martial à l'insu de Maxime Laprade.
- d) Le chalet est un acquêt de Cindy Martial, mais elle ne peut pas le donner à sa sœur Liliane Martial à l'insu de Maxime Laprade.
- e) Cindy Martial est seule propriétaire du chalet de Saint-Michel-des-Saints et, à ce titre, elle peut donner le chalet à sa sœur Liliane Martial à l'insu de Maxime Laprade.

## FAITS COMPLÉMENTAIRES

Par la suite, Cindy vous informe que Maxime est décédé d'un accident vasculaire cérébral. Or, Maxime était propriétaire de certains biens dont vous n'avez pas encore discuté. Elle sait par ailleurs qu'elle recevra des prestations de décès du régime de retraite auquel Maxime contribuait à titre d'employé de Les professionnels CPA.

### QUESTION 5

Parmi les biens ci-dessous mentionnés dont Maxime Laprade était propriétaire, indiquez les biens de catégorie 2 partageables en vertu des règles du patrimoine familial. Noircissez TOUTES LES CASES qui correspondent à la bonne réponse sur votre feuillet de réponses.

- a) Un compte d'épargne libre d'impôt (CELI) d'une valeur de 34 000 \$, accumulé depuis le mariage et détenu à la Banque du Vallon.
- b) Un régime enregistré d'épargne retraite (REER) d'une valeur de 5 000 \$ lors du mariage, accumulé avant le mariage et détenu à la Banque du Vallon.
- c) Des intérêts de 12 000 \$ accumulés durant le mariage sur ce régime enregistré d'épargne retraite détenu à la Banque du Vallon.
- d) Un régime enregistré d'épargne retraite d'une valeur de 83 000 \$ sans les intérêts, souscrit durant le mariage à la Banque des Champs.
- e) Des intérêts de 13 000 \$ accumulés durant le mariage sur ce régime enregistré d'épargne retraite détenu à la Banque des Champs.
- f) Des obligations d'épargne du Canada d'une valeur de 7 000 \$, achetées durant le mariage.
- g) Des droits accumulés avant le mariage dans le Régime de retraite des employés de Les professionnels CPA, d'une valeur de 58 000 \$.
- h) Des droits accumulés durant le mariage dans le Régime de retraite des employés de Les professionnels CPA, d'une valeur de 194 000 \$.

## FAITS COMPLÉMENTAIRES

Cindy vous mentionne également qu'en 1998, Maxime a gagné une somme de 150 000 \$ à la loterie. Le 6 juillet 1998, il a acheté en parts égales avec ses trois frères Normand, Georges et Maurice, un immeuble à revenus sur la rue Payette à Montréal. Le prix de cet immeuble était de 560 000 \$. Maxime a payé sa part comptant à même la somme gagnée à la loterie. Il y a environ un an, Maxime a hérité d'une somme de 100 000 \$ à la suite du décès de son père survenu le 30 mars 2020. Le 8 juillet 2020, alors que l'immeuble de la rue Payette valait 860 000 \$, Maxime a acheté la part indivise de Georges au prix de 215 000 \$. Il a payé une somme de 50 000 \$ comptant à même l'héritage reçu de son père et le solde de 165 000 \$ à même un emprunt hypothécaire contracté auprès de la Caisse du Domaine. Aujourd'hui, l'immeuble a une valeur totale de 880 000 \$ et aucun capital n'a été remboursé sur l'hypothèque de 165 000 \$, parce que Maxime ne remboursait que les intérêts.

### QUESTION 6

Dans le cadre du partage de la société d'acquêts, quelle est la qualification de la partie indivise de l'immeuble à revenus de la rue Payette à Montréal dont feu Maxime Laprade était propriétaire? Y a-t-il lieu à récompense? Si oui, pour quel montant et en faveur de quelle masse? Noircissez LA CASE qui correspond à la bonne réponse sur votre feuillet de réponse.

- a) Ce bien est propre et il y a lieu à une récompense de 51 162,79 \$ en faveur de la masse des acquêts.
- b) Ce bien est acquêt et il y a lieu à une récompense de 51 162,79 \$ en faveur de la masse des propres.
- c) Ce bien est propre et il y a lieu à une récompense de 102 325,58 \$ en faveur de la masse des acquêts.
- d) Ce bien est acquêt et il y a lieu à une récompense de 102 325,58 \$ en faveur de la masse des propres.
- e) Ce bien est propre et il y a lieu à une récompense de 165 000 \$ en faveur de la masse des acquêts.
- f) Ce bien est acquêt et il y a lieu à une récompense de 165 000 \$ en faveur de la masse des propres.
- g) Ce bien est propre et il y a lieu à une récompense de 168 837,21 \$ en faveur de la masse des acquêts.
- h) Ce bien est acquêt et il y a lieu à une récompense de 168 837,21 \$ en faveur de la masse des propres.

# ANNEXE I

(a. 1)

## TABLE DE FIXATION DE LA CONTRIBUTION ALIMENTAIRE PARENTALE DE BASE

(Applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021)

Revenu disponible des parents (\$)	Contribution alimentaire annuelle de base (\$)					
	Nombre d'enfants					
	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	5 enfants	6 enfants <sup>(1)</sup>
1 - 1 000	500	500	500	500	500	500
1 001 - 2 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
2 001 - 3 000	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500
3 001 - 4 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
4 001 - 5 000	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500
5 001 - 6 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000
6 001 - 7 000	3 310	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500
7 001 - 8 000	3 360	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000
8 001 - 9 000	3 380	4 500	4 500	4 500	4 500	4 500
9 001 - 10 000	3 380	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
10 001 - 12 000	3 520	5 460	6 000	6 000	6 000	6 000
12 001 - 14 000	3 630	5 650	6 690	7 000	7 000	7 000
14 001 - 16 000	3 810	5 880	7 030	8 000	8 000	8 000
16 001 - 18 000	4 000	6 170	7 410	8 660	9 000	9 000
18 001 - 20 000	4 210	6 480	7 830	9 210	10 000	10 000
20 001 - 22 000	4 500	6 900	8 390	9 860	11 000	11 000
22 001 - 24 000	4 760	7 320	8 910	10 480	12 000	12 000
24 001 - 26 000	5 040	7 750	9 450	11 160	12 870	13 000
26 001 - 28 000	5 280	8 070	9 950	11 780	13 660	14 000
28 001 - 30 000	5 510	8 380	10 330	12 320	14 290	15 000
30 001 - 32 000	5 690	8 630	10 730	12 850	14 920	16 000
32 001 - 34 000	5 870	8 880	11 120	13 300	15 520	17 000
34 001 - 36 000	6 060	9 100	11 430	13 740	16 060	18 000
36 001 - 38 000	6 200	9 350	11 690	14 030	16 390	18 740
38 001 - 40 000	6 380	9 540	11 930	14 330	16 730	19 110
40 001 - 42 000	6 540	9 740	12 200	14 630	17 070	19 520
42 001 - 44 000	6 730	9 990	12 470	14 940	17 420	19 890
44 001 - 46 000	6 910	10 210	12 750	15 300	17 830	20 380
46 001 - 48 000	7 090	10 500	13 090	15 710	18 330	20 940
48 001 - 50 000	7 290	10 730	13 440	16 140	18 840	21 540
50 001 - 52 000	7 500	11 000	13 800	16 610	19 390	22 200
52 001 - 54 000	7 700	11 290	14 160	17 020	19 890	22 770
54 001 - 56 000	7 890	11 550	14 510	17 510	20 470	23 430
56 001 - 58 000	8 090	11 830	14 870	17 900	20 960	24 000
58 001 - 60 000	8 290	12 070	15 200	18 330	21 480	24 600
60 001 - 62 000	8 490	12 340	15 540	18 750	21 960	25 150
62 001 - 64 000	8 660	12 580	15 890	19 190	22 490	25 800
64 001 - 66 000	8 840	12 840	16 240	19 610	22 990	26 360
66 001 - 68 000	9 050	13 070	16 530	20 010	23 470	26 950
68 001 - 70 000	9 190	13 300	16 860	20 440	24 010	27 580
70 001 - 72 000	9 360	13 530	17 180	20 810	24 470	28 110
72 001 - 74 000	9 520	13 760	17 500	21 230	24 980	28 720
74 001 - 76 000	9 720	13 980	17 810	21 660	25 510	29 340
76 001 - 78 000	9 850	14 160	18 060	21 980	25 870	29 780
78 001 - 80 000	9 980	14 360	18 330	22 300	26 270	30 240
80 001 - 82 000	10 110	14 520	18 550	22 580	26 610	30 650
82 001 - 84 000	10 230	14 690	18 790	22 880	26 980	31 080
84 001 - 86 000	10 410	14 860	19 030	23 160	27 330	31 470
86 001 - 88 000	10 490	14 980	19 180	23 390	27 600	31 800
88 001 - 90 000	10 560	15 090	19 320	23 560	27 790	32 040
90 001 - 92 000	10 640	15 200	19 510	23 780	28 090	32 380
92 001 - 94 000	10 730	15 310	19 650	23 970	28 290	32 610
94 001 - 96 000	10 840	15 430	19 820	24 190	28 570	32 930
96 001 - 98 000	10 900	15 540	19 940	24 370	28 780	33 220
98 001 - 100 000	10 990	15 630	20 080	24 510	28 970	33 420



**TABLE DE FIXATION DE LA CONTRIBUTION ALIMENTAIRE PARENTALE DE BASE**  
(Applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021)

Revenu disponible des parents (\$)	Contribution alimentaire annuelle de base (\$)					
	Nombre d'enfants					
	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	5 enfants	6 enfants <sup>(1)</sup>
100 001 - 102 000	11 060	15 720	20 220	24 690	29 190	33 680
102 001 - 104 000	11 120	15 800	20 350	24 840	29 400	33 910
104 001 - 106 000	11 200	15 900	20 460	25 030	29 600	34 150
106 001 - 108 000	11 260	16 000	20 610	25 200	29 820	34 390
108 001 - 110 000	11 330	16 080	20 760	25 370	30 020	34 630
110 001 - 112 000	11 410	16 170	20 890	25 510	30 240	34 890
112 001 - 114 000	11 490	16 250	21 030	25 690	30 470	35 120
114 001 - 116 000	11 570	16 350	21 160	25 860	30 660	35 370
116 001 - 118 000	11 650	16 450	21 300	26 020	30 880	35 630
118 001 - 120 000	11 720	16 540	21 440	26 220	31 090	35 850
120 001 - 122 000	11 790	16 630	21 560	26 370	31 300	36 100
122 001 - 124 000	11 850	16 740	21 710	26 550	31 520	36 340
124 001 - 126 000	11 930	16 830	21 840	26 700	31 740	36 600
126 001 - 128 000	12 020	16 910	21 990	26 890	31 960	36 860
128 001 - 130 000	12 080	17 020	22 120	27 050	32 160	37 100
130 001 - 132 000	12 160	17 120	22 280	27 220	32 380	37 340
132 001 - 134 000	12 220	17 200	22 400	27 410	32 600	37 590
134 001 - 136 000	12 300	17 300	22 530	27 570	32 800	37 840
136 001 - 138 000	12 390	17 380	22 690	27 730	33 030	38 080
138 001 - 140 000	12 450	17 480	22 820	27 920	33 240	38 340
140 001 - 142 000	12 520	17 560	22 940	28 060	33 440	38 560
142 001 - 144 000	12 590	17 670	23 080	28 220	33 640	38 790
144 001 - 146 000	12 660	17 740	23 200	28 360	33 850	39 020
146 001 - 148 000	12 740	17 830	23 340	28 560	34 030	39 260
148 001 - 150 000	12 810	17 930	23 460	28 700	34 250	39 490
150 001 - 152 000	12 880	18 010	23 590	28 850	34 440	39 710
152 001 - 154 000	12 940	18 090	23 710	29 020	34 650	39 920
154 001 - 156 000	13 020	18 190	23 870	29 180	34 860	40 180
156 001 - 158 000	13 080	18 280	23 980	29 330	35 040	40 420
158 001 - 160 000	13 150	18 360	24 090	29 490	35 260	40 650
160 001 - 162 000	13 210	18 440	24 240	29 670	35 460	40 870
162 001 - 164 000	13 300	18 520	24 370	29 830	35 650	41 090
164 001 - 166 000	13 360	18 630	24 510	29 980	35 860	41 350
166 001 - 168 000	13 420	18 720	24 640	30 140	36 080	41 570
168 001 - 170 000	13 490	18 800	24 750	30 300	36 270	41 800
170 001 - 172 000	13 570	18 890	24 900	30 470	36 480	42 050
172 001 - 174 000	13 650	18 990	25 020	30 630	36 660	42 260
174 001 - 176 000	13 720	19 070	25 160	30 790	36 890	42 520
176 001 - 178 000	13 780	19 170	25 270	30 960	37 090	42 750
178 001 - 180 000	13 850	19 270	25 440	31 120	37 290	42 990
180 001 - 182 000	13 940	19 340	25 560	31 270	37 500	43 220
182 001 - 184 000	14 000	19 440	25 690	31 440	37 700	43 440
184 001 - 186 000	14 060	19 520	25 820	31 600	37 890	43 690
186 001 - 188 000	14 150	19 600	25 960	31 780	38 110	43 930
188 001 - 190 000	14 210	19 690	26 090	31 920	38 320	44 170
190 001 - 192 000	14 280	19 790	26 210	32 110	38 520	44 400
192 001 - 194 000	14 350	19 890	26 340	32 270	38 730	44 650
194 001 - 196 000	14 430	19 970	26 500	32 430	38 940	44 880
196 001 - 198 000	14 490	20 070	26 630	32 590	39 120	45 120
198 001 - 200 000	14 560	20 160	26 760	32 760	39 360	45 350
Revenu disponible supérieur à 200 000 \$ <sup>(2)</sup>	14 560 plus 3,5 % de l'excédent	20 160 plus 4,5 % de l'excédent	26 760 plus 6,5 % de l'excédent	32 760 plus 8,0 % de l'excédent	39 360 plus 10,0 % de l'excédent	45 350 plus 11,5 % de l'excédent

(1) Lorsque le nombre d'enfants est supérieur à 6, la valeur de la contribution alimentaire de base est fixée en multipliant la différence entre les montants prévus à la table pour 5 et 6 enfants par le nombre d'enfants additionnels et en additionnant le produit ainsi obtenu au montant prévu pour 6 enfants (a. 1, 2<sup>e</sup> al. du Règlement sur la table de fixation de la contribution alimentaire parentale de base).

(2) Pour la partie du revenu disponible des parents qui excède 200 000 \$, le pourcentage indiqué n'y est donné qu'à titre indicatif. Le tribunal peut, s'il l'estime approprié, fixer pour cette partie du revenu disponible un montant différent de celui qui serait obtenu selon ce pourcentage (a. 10 du Règlement sur la fixation des pensions alimentaires pour enfants (chapitre C-25.01, r. 0.4)).

Montant de la déduction de base aux fins du calcul du revenu disponible (ligne 301 du formulaire de fixation des pensions alimentaires pour enfants) applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 : 11 965 \$

## **Problème 2**

Leila Ayed et Bilal Lamari, tous deux originaires de l'Algérie, se sont épousés le 23 mars 2019, à Alger, en Algérie, alors qu'ils étaient étudiants. Ils ont commencé à faire vie commune à compter de leur mariage à Alger. Le 10 août 2019, ils ont déménagé ensemble à Casablanca au Maroc pour faire chacun une maîtrise à l'Université internationale de Casablanca dans le programme de management en hôtellerie internationale.

Lors de la période des fêtes 2019-2020, Bilal a passé dix jours dans sa famille à Alger alors que Leila est demeurée à Casablanca. À son retour le 4 janvier 2020, Leila a confié à Bilal que, pendant son absence, elle avait commis l'adultère avec un collègue d'étude. Bilal a alors immédiatement quitté la résidence familiale et s'est rendu chez un ami demeurant à Casablanca. Le 31 janvier 2020, Bilal a déposé une demande en divorce contre Leila. Celle-ci n'a pas contesté la demande et un jugement de divorce a été prononcé le 28 avril 2020 par le tribunal de Casablanca.

Le 30 mai 2020, Bilal, qui vient de terminer sa maîtrise à l'Université de Casablanca, décide de s'installer à Montréal où il arrive le 15 juillet 2020. Peu après, il rencontre Karine Dubreuil. C'est l'amour fou et ils décident de se marier à Montréal, le 12 juin 2021.

### **QUESTION 7**

**Karine Dubreuil et Bilal Lamari pourront-ils valablement se marier au Québec le 12 juin 2021? Noircissez LA CASE qui correspond à la bonne réponse sur votre feuillet de réponses.**

- a) Oui, pour autant que Bilal Lamari produise un certificat de non-appel du jugement de divorce du 28 avril 2020.
- b) Oui, car le jugement de divorce du 28 avril 2020 prononcé au Maroc est automatiquement valable et reconnu au Québec.
- c) Oui, à la condition que le jugement de divorce du 28 avril 2020 soit enregistré à Alger, en Algérie, pour être reconnu au Québec.
- d) Non, car le jugement de divorce du 28 avril 2020 prononcé au Maroc est nul au Québec.
- e) Non, car le jugement de divorce du 28 avril 2020 prononcé au Maroc doit être enregistré au Québec pour être reconnu.

## DOSSIER 2 (12 POINTS)

**La mise en situation du dossier 2 est évolutive : tous les faits complémentaires que vous y trouverez s'ajoutent à la trame de faits principale.**

Bernard Boyer est propriétaire avec son frère, Léandre Boyer, d'une entreprise de nettoyage Boyer et fils, Ménage et Entretien (ci-après « Boyer et fils »). Ils ont hérité cette entreprise de leurs parents qui l'avaient fondée ensemble en mai 1975.

Ils exploitent depuis plusieurs années quatre secteurs de services : l'entretien résidentiel (ménages hebdomadaires et services de surveillance et d'entretien des plantes et des animaux), le nettoyage après sinistre, le lavage de vitres et finalement, l'entretien de bureaux.

Bien entendu, ces services requièrent que l'entreprise fournisse à ses employés le matériel nécessaire. L'entreprise possède donc une flotte de véhicules munis de la machinerie et des produits nécessaires pour exécuter un travail de grande qualité.

167 employés sont à l'emploi de Boyer et fils, soit :

- employés de bureau : 15, dont ceux des services de la paie et des ressources humaines;
- ventes et services à la clientèle : 10;
- entretien résidentiel : 30, dont la majorité travaille à temps partiel entre deux et quatre jours par semaine;
- nettoyage après sinistre : 20, dont la majorité travaille sur appel;
- lavage de vitres : 30, tous des travailleurs saisonniers, d'avril à octobre;
- entretien de bureaux : 50, dont la majorité est à temps plein, de soir;
- entretien des véhicules et de la machinerie : 5 mécaniciens et 3 aides mécaniciens;
- achats et inventaire des pièces et du matériel : 4, dont 1 étudiant.

Tous ces employés travaillent au sein du seul établissement de l'entreprise, situé à Trois-Rivières. Les salariés qui exécutent leur travail chez des clients doivent commencer leur quart de travail à l'établissement de l'employeur pour connaître leur affectation du jour et prendre possession du véhicule et du matériel nécessaires; à la fin de leur quart de travail, ils doivent retourner le véhicule et le matériel à l'établissement de l'employeur.

Les activités de l'entreprise ne sont pas visées par le *Décret sur le personnel d'entretien d'édifices publics*. L'employeur a donc toute la latitude voulue pour négocier avec ses employés.

Toutefois, depuis plusieurs mois, l'insatisfaction monte parmi les employés et certains d'entre eux indiquent à Bernard et à Léandre que des cellules syndicales semblent vouloir se former. C'est donc sans grande surprise que Bernard et Léandre reçoivent copie de deux requêtes en accréditation : la première, déposée par la Centrale des travailleuses et travailleurs (ci-après « CTT ») et la seconde, déposée par le Syndicat des techniciennes et techniciens de surface (ci-après « STTS »).

Les deux requêtes ont été déposées le 15 août 2017 auprès du Tribunal administratif du travail (ci-après « TAT »). À cette date, la CTT avait recueilli 41 adhésions, soit 8 du secteur de nettoyage après sinistre, 12 des laveurs de vitres, 17 du secteur d'entretien de bureaux, 2 mécaniciens et 1 aide mécanicien, et 1 à l'inventaire. La CTT propose que l'unité de négociation vise tous les employés à l'exclusion des employés de bureau, des employés du secteur d'entretien résidentiel et de ceux du secteur des ventes et services à la clientèle.

De son côté, en date de la requête en accréditation, le STTS avait recueilli 65 adhésions, soit 19 employés du secteur d'entretien résidentiel, 10 du secteur de nettoyage après sinistre, 15 du secteur de lavage de vitres et 21 du secteur d'entretien de bureaux. Le STTS propose que l'unité de négociation vise tous les employés à l'exclusion de ceux des secteurs suivants : employés de bureau, mécaniciens, employés aux achats et inventaire et ceux des ventes et services à la clientèle.

Bernard et Léandre sont en désaccord avec les deux propositions quant à l'unité de négociation qui est proposée. Selon eux, aucune des unités proposées n'est appropriée, car elles ne tiennent pas compte des particularités de l'organisation du travail de l'entreprise. Elles devraient plutôt être divisées en trois sections. Cette façon de faire permettrait une meilleure homogénéité des tâches et des conditions de travail, en plus de représenter davantage ce qui se fait dans ce type d'entreprise. Ils proposent donc de regrouper le secteur des achats et inventaire avec celui des mécaniciens, que les employés du secteur d'entretien résidentiel constituent à eux seuls la seconde unité et que la troisième unité de négociation vise les employés liés au nettoyage après sinistre, au lavage de vitres et à l'entretien des bureaux. Ils font d'ailleurs connaître leur position dans la semaine suivant la réception des requêtes en accréditation et acheminent copie de leur contestation aux deux associations et au TAT.

## QUESTION 8

Quelle sera l'étape suivante du processus d'accréditation? Noircissez LA CASE qui correspond à la bonne réponse sur votre feuillet de réponses.

- a) L'agent de relations du travail accréditera la Centrale des travailleuses et travailleurs.
- b) L'agent de relations du travail accréditera le Syndicat des techniciennes et techniciens de surface.
- c) Les membres des deux associations seront invités à voter sur la description de l'unité à privilégier.
- d) Le Tribunal administratif du travail ordonnera le vote au scrutin secret des salariés sur leur adhésion syndicale.
- e) L'agent de relations du travail fera rapport au Tribunal administratif du travail.
- f) Le Syndicat des techniciennes et techniciens de surface fera parvenir un avis de négociation à l'employeur.

## FAITS COMPLÉMENTAIRES

Considérons maintenant que l'unité de négociation telle que proposée par le STTS a été retenue et que cette association a été accréditée en date du 1<sup>er</sup> octobre 2017. Une première convention collective a été signée le 1 janvier 2018 sans que les parties n'en déterminent la durée. Une copie de cette première convention collective a dûment été déposée auprès du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Le 3 décembre 2018, un avis de négociation a été dûment transmis par le STTS à l'employeur pour une rencontre le 13 décembre 2018. Lors de cette rencontre, on comprend rapidement de part et d'autre qu'il ne sera pas aisé de négocier : les positions sont diamétralement opposées et aucune partie ne veut céder quoi que ce soit.

Malgré de nombreuses rencontres, rien n'avance. L'employeur décrète donc un lock-out en date du 15 mai 2019 et en avise le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Bernard et Léandre vous demandent qui, parmi les personnes ou les entreprises suivantes, pourra travailler pendant le lock-out.

- 1<sup>er</sup> Philémon Faille est mécanicien et a été embauché en 2015. Puisqu'il a moins de travail à exécuter et qu'il a besoin de revenus supplémentaires, il offre à Bernard et à Léandre de faire de l'entretien de bureaux. Il ajoute : « Personne ne le saura, je serai particulièrement discret et, en plus, je travaille seul dans les bureaux. »
- 2<sup>e</sup> Christian Jones, chef du secteur du Service de nettoyage après sinistre, à l'emploi depuis 2008.
- 3<sup>e</sup> Gaëlle Monfils, vice-présidente adjointe aux communications depuis le 12 juin 2018. Pour le secteur d'entretien résidentiel, elle se rendra nourrir les animaux et arroser les plantes des clients partis en vacances.
- 4<sup>e</sup> Réjean Dulude travaille pour le secteur de l'entretien des bureaux. À la demande de Bernard, il accepte de faire l'entretien des bureaux de la présidence, une fois par semaine, ce qui selon Bernard constitue le minimum pour assurer le bien-être de tous les employés de bureau.
- 5<sup>e</sup> Julianne Favron, directrice à la comptabilité, embauchée le 5 décembre 2018 et responsable de proposer un plan de relance financière de l'entreprise.
- 6<sup>e</sup> L'entreprise GratteCiel inc., un concurrent de Boyer et fils, accepte de se charger du lavage de vitres. Comme l'entreprise possède déjà l'équipement et le personnel nécessaires, elle pourra respecter les contrats signés par Boyer et fils. Au besoin, elle pourra même embaucher du personnel supplémentaire.

## QUESTION 9

Qui pourra travailler pendant le lock-out? Noircissez LA CASE qui correspond à la bonne réponse sur votre feuillet de réponses.

- a) Christian Jones, Gaëlle Monfils, Réjean Dulude, Julianne Favron et GratteCiel inc.
- b) Philémon Faille, Christian Jones, Julianne Favron et GratteCiel inc.
- c) Gaëlle Monfils, Réjean Dulude et GratteCiel inc.
- d) Christian Jones, Gaëlle Monfils et GratteCiel inc.
- e) Aucune de ces réponses : le lock-out est illégal.

## FAITS COMPLÉMENTAIRES

Les négociations ardues mais fructueuses ont permis aux parties d'en arriver à une entente qu'elles ont convenu de signer pour une période de cinq ans. Cette convention collective est donc signée le 12 juin 2019 et dûment déposée auprès du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Elle est entrée en vigueur à la date de sa signature.

Par ailleurs, Léandre et Bernard ont reçu en janvier 2021 une offre d'achat non sollicitée pour leur secteur d'entretien résidentiel. Ce secteur fonctionne particulièrement bien et l'offre d'achat alléchante en reflète la bonne santé. De plus, Léandre et Bernard avouent que le recrutement pour cette section de leur entreprise est un casse-tête permanent et que la gestion du personnel demande beaucoup de temps et de doigté. En outre, se défaire de cette section de leur entreprise leur permettrait de se concentrer sur une clientèle exclusivement corporative, ce qui exigerait moins de gestion de personnel et de travail de perception.

Le 20 avril 2021, le secteur d'entretien résidentiel passe donc aux mains de 1234-3456 Québec inc. qui prendra possession des véhicules automobiles utilisés par les techniciens de surface. Les contrats en cours seront transférés et tous les employés de ce secteur continueront de travailler pour 1234-3456 Québec inc. selon les mêmes conditions et les mêmes horaires.

**Pour répondre à la question 10, veuillez vous référer au calendrier aux pages 18 et 19.**

### QUESTION 10

Dans l'éventualité où aucun avis de négociation n'est transmis, aucune nouvelle convention collective n'est conclue et aucun différend n'est soumis à l'arbitrage, à compter de quelle date une autre association pourrait-elle valablement déposer une requête en accréditation auprès du Tribunal administratif du travail? Noircissez LA CASE qui correspond à la bonne réponse sur votre feuillet de réponses.

- a) 20 avril 2021.
- b) 21 mai 2021.
- c) 21 janvier 2022.
- d) 14 décembre 2023.
- e) 13 avril 2024.
- f) Aucune de ces réponses : cette vente n'entraînera pas le transfert de la convention collective auprès de 1234-3456 Québec inc.

## FAITS COMPLÉMENTAIRES

Pierre Drolet a été embauché le 5 avril 2021 dans le secteur de lavage de vitres. Il a fait valoir l'expérience acquise auprès d'un concurrent et est bien content de rejoindre l'entreprise de Léandre et de Bernard parce que les conditions de travail y sont plus intéressantes, notamment les avantages sociaux. Comme il ne bénéficiait auparavant d'aucun avantage, il est particulièrement heureux d'offrir à sa famille une assurance dentaire. Bien entendu, celle-ci lui coûte cher chaque semaine, mais il en sort tout de même gagnant lorsqu'il calcule tous les coûts liés à ce poste de dépenses pour lui, son épouse et ses quatre enfants.

Pour le travail, Pierre est jumelé à Maurice Gauvin, un employé de longue date, ce qui lui permet de se familiariser avec les façons de faire de l'entreprise. Le 6 avril 2021, lors d'une discussion à bâtons rompus, Maurice lui raconte la manière dont se sont déroulées les dernières négociations et les compromis importants qui ont dû être consentis, notamment quant au paiement des primes d'assurance collective. C'est la raison pour laquelle depuis juin 2019 les nouveaux employés paient la totalité de la prime d'assurance collective, ce qui n'est pas le cas pour les employés plus anciens comme Maurice.

### QUESTION 11

Le 22 mai 2021, Pierre Drolet vous demande s'il a un recours dans les circonstances. Noircissez LA CASE qui correspond à la bonne réponse sur votre feuillet de réponses.

- a) Pierre Drolet n'a aucun recours.
- b) Pierre Drolet peut déposer une plainte auprès de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, s'il démontre qu'il n'a pas déposé de grief, et le Tribunal administratif du travail entendra sa plainte.
- c) Pierre Drolet peut déposer un recours auprès de la Cour supérieure.
- d) Pierre Drolet aurait pu déposer une plainte auprès de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, mais son recours est prescrit.
- e) Pierre Drolet peut déposer une plainte auprès de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail et la plainte sera soumise soit à la Cour du Québec, soit à la Cour supérieure, selon le montant de la réclamation.



## FAITS COMPLÉMENTAIRES

À la suite de sa découverte sur les frais d'assurance dentaire, Pierre a propagé la nouvelle à ses collègues nouvellement embauchés et, ce faisant, s'est mis à dos une partie de ses collègues plus anciens dont Maurice. Ce dernier a par ailleurs reçu plusieurs commentaires lui faisant clairement comprendre qu'il aurait mieux fait de garder cette information pour lui.

De son côté, Pierre est maintenant la cible de collègues qui lui font la vie dure sur les réseaux sociaux. On le qualifie de traître, on dit qu'il se prend pour un autre, qu'il est jaloux des autres qui ont gagné ces avantages, etc. Au travail, il subit le même traitement : aucun des anciens ne lui adresse la parole et on refuse même de l'aider dans le cadre de son travail. Il se sent isolé, est déprimé et a de la difficulté à dormir.

Il contacte à nouveau son représentant syndical qui le reçoit froidement : « On n'a rien dans notre convention collective pour ce genre de situation. Si ça ne fait pas ton affaire, tu peux aller chez le médecin pour te faire soigner ou tu peux toujours démissionner, si tu n'es pas capable de garder ta place! Chose certaine, nous ne déposerons aucun grief sur cette question. »

### QUESTION 12

Parmi les énoncés suivants, indiquez lequel est VRAI. Noircissez LA CASE qui correspond à la bonne réponse sur votre feuillet de réponses.

- a) Pierre Drolet peut déposer un grief auprès du Tribunal administratif du travail qui désignera un arbitre de grief.
- b) Pierre Drolet peut déposer une plainte pour harcèlement psychologique auprès de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail et sa plainte sera entendue par un juge du Tribunal administratif du travail.
- c) Pierre Drolet peut déposer une plainte auprès du Tribunal administratif du travail pour contester le refus du syndicat de le défendre et demander que sa plainte soit déférée à un arbitre de grief.
- d) Pierre Drolet n'a aucun recours parce que la convention collective ne prévoit rien à ce sujet.
- e) Pierre Drolet peut déposer une plainte auprès du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale qui désignera un arbitre de grief.

## FAITS COMPLÉMENTAIRES

Marlène Garnier travaillait pour Boyer et fils depuis le 12 décembre 2017 et y occupait un poste cadre. Absente pour diverses raisons au cours de l'année 2020, elle est congédiée au moment de son retour au travail, le 4 janvier 2021. Marlène reconnaît qu'elle a été congédiée pour une cause juste et suffisante et ne souhaite pas contester sa fin d'emploi. Toutefois, elle constate sur le dernier chèque transmis par l'employeur qu'on ne lui a pas versé son indemnité de congé annuel. Elle dépose donc une plainte pécuniaire auprès de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail. Elle précise sur sa plainte qu'au cours de l'année 2020, elle a travaillé 24 semaines pendant lesquelles elle a touché une rémunération totale de 32 400 \$. Elle a également été absente en raison d'une maladie pendant 13 semaines et en congé sans solde pendant 10 semaines. Enfin, sa conjointe ayant accouché d'un enfant au cours de l'année 2020, elle s'est absentée en congé parental pendant cinq semaines. Elle précise également qu'au moment de son retour au travail, le 4 janvier 2021, sa banque de vacances était vide.

### QUESTION 13

Si l'année de référence de l'employeur est du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, quelle somme la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail sera-t-elle en droit de réclamer au bénéfice de Marlène Garnier à titre d'indemnité de congé annuel? Noircissez LA CASE qui correspond à la bonne réponse sur votre feuillet de réponses.

- a) 1 296 \$
- b) 1 944 \$
- c) 2 881,73 \$
- d) 3 271,15 \$
- e) 3 660,58 \$
- f) 4 050 \$

							<b>AVRIL 2021</b> <b>D L M M J V S</b>  1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30																				
<b>MAI 2021</b> <b>D L M M J V S</b>  1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31							<b>JUIN 2021</b> <b>D L M M J V S</b>  1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30							<b>JUILLET 2021</b> <b>D L M M J V S</b>  1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31							<b>AOÛT 2021</b> <b>D L M M J V S</b>  1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31						
<b>SEPTEMBRE 2021</b> <b>D L M M J V S</b>  1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30							<b>OCTOBRE 2021</b> <b>D L M M J V S</b>  1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31							<b>NOVEMBRE 2021</b> <b>D L M M J V S</b>  1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30							<b>DÉCEMBRE 2021</b> <b>D L M M J V S</b>  1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31						
<b>JANVIER 2022</b> <b>D L M M J V S</b>  1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31							<b>FEVRIER 2022</b> <b>D L M M J V S</b>  1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28							<b>MARS 2022</b> <b>D L M M J V S</b>  1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31							<b>AVRIL 2022</b> <b>D L M M J V S</b>  1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30						
<b>MAI 2022</b> <b>D L M M J V S</b>  1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31							<b>JUIN 2022</b> <b>D L M M J V S</b>  1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30							<b>JUILLET 2022</b> <b>D L M M J V S</b>  1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31							<b>AOÛT 2022</b> <b>D L M M J V S</b>  1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31						
<b>SEPTEMBRE 2022</b> <b>D L M M J V S</b>  1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30							<b>OCTOBRE 2022</b> <b>D L M M J V S</b>  1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31							<b>NOVEMBRE 2022</b> <b>D L M M J V S</b>  1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30							<b>DÉCEMBRE 2022</b> <b>D L M M J V S</b>  1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31						

JANVIER 2023							FÉVRIER 2023							MARS 2023							AVRIL 2023							
D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	
1	2	3	4	5	6	7					1	2	3	4				1	2	3	4	2	3	4	5	6	7	8
8	9	10	11	12	13	14	5	6	7	8	9	10	11	5	6	7	8	9	10	11	9	10	11	12	13	14	15	
15	16	17	18	19	20	21	12	13	14	15	16	17	18	12	13	14	15	16	17	18	16	17	18	19	20	21	22	
22	23	24	25	26	27	28	19	20	21	22	23	24	25	19	20	21	22	23	24	25	23	24	25	26	27	28	29	
29	30	31					26	27	28					26	27	28	29	30	31		30							
MAI 2023							JUIN 2023							JUILLET 2023							AOÛT 2023							
D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	
	1	2	3	4	5	6					1	2	3							1								
7	8	9	10	11	12	13	4	5	6	7	8	9	10	2	3	4	5	6	7	8	6	7	8	9	10	11	12	
14	15	16	17	18	19	20	11	12	13	14	15	16	17	9	10	11	12	13	14	15	13	14	15	16	17	18	19	
21	22	23	24	25	26	27	18	19	20	21	22	23	24	16	17	18	19	20	21	22	20	21	22	23	24	25	26	
28	29	30	31				25	26	27	28	29	30		30	31						27	28	29	30	31			
SEPTEMBRE 2023							OCTOBRE 2023							NOVEMBRE 2023							DÉCEMBRE 2023							
D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	
					1	2	1	2	3	4	5	6	7					1	2	3	4	3	4	5	6	7	8	9
3	4	5	6	7	8	9	8	9	10	11	12	13	14	5	6	7	8	9	10	11	10	11	12	13	14	15	16	
10	11	12	13	14	15	16	15	16	17	18	19	20	21	12	13	14	15	16	17	18	17	18	19	20	21	22	23	
17	18	19	20	21	22	23	22	23	24	25	26	27	28	19	20	21	22	23	24	25	24	25	26	27	28	29	30	
24	25	26	27	28	29	30	29	30	31					26	27	28	29	30			31							
JANVIER 2024							FÉVRIER 2024							MARS 2024							AVRIL 2024							
D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	
	1	2	3	4	5	6					1	2	3							1	2							
7	8	9	10	11	12	13	4	5	6	7	8	9	10	3	4	5	6	7	8	9	7	8	9	10	11	12	13	
14	15	16	17	18	19	20	11	12	13	14	15	16	17	10	11	12	13	14	15	16	14	15	16	17	18	19	20	
21	22	23	24	25	26	27	18	19	20	21	22	23	24	17	18	19	20	21	22	23	21	22	23	24	25	26	27	
28	29	30	31				25	26	27	28	29			31							28	29	30					

<b>DOSSIER 3 (14 POINTS)</b>
------------------------------

**La mise en situation du dossier 3 est évolutive : tous les faits complémentaires que vous y trouverez s'ajoutent à la trame de faits principale.**

Charles Frigon, âgé de 84 ans et retraité, garde à l'occasion son petit-fils Lucas Frigon, âgé de quatre ans, à sa résidence située à Longueuil. Charles aime bien jouer avec Lucas à des simulations d'interventions militaires en utilisant les armes jouets qu'il lui a offertes et qu'il garde chez lui à Longueuil. Un jour, Charles se rend à la chambre où dort Lucas et, pris d'une pulsion incontrôlable, le touche aux parties génitales à l'aide d'une arme jouet. Lucas se réveille et Charles lui indique qu'il ne peut révéler à ses parents ce qui vient de se passer parce qu'il sera puni. Le lendemain, Lucas se confie à Pénélope Frigon, sa mère, qui alerte la police. Une enquête est déclenchée par le Service de police de Longueuil. Le sergent Louis Dugré consulte le directeur des poursuites criminelles et pénales afin de savoir quelles accusations pourraient être portées.

#### **QUESTION 14**

**Parmi les accusations suivantes, laquelle est NON FONDÉE? Noircissez LA CASE qui correspond à la bonne réponse sur votre feuillet de réponses.**

- a) **Agression sexuelle.**
- b) **Contacts sexuels.**
- c) **Agression sexuelle armée.**
- d) **Incitation à des contacts sexuels.**
- e) **Intimidation.**

#### **FAITS COMPLÉMENTAIRES**

Dans le cadre de son enquête, le sergent Dugré souhaite saisir l'arme jouet qui aurait été utilisée par Charles lors des gestes commis à l'endroit de Lucas. Il souhaite profiter de l'occasion de l'arrestation de Charles, prévue le lendemain à sa résidence, pour saisir l'arme jouet. Le sergent Dugré souhaite agir rapidement afin d'éviter que Charles puisse disposer de l'arme jouet en question. Il se demande comment agir afin de s'assurer de la légalité de la saisie de l'arme.

### QUESTION 15

Quel est le moyen légal dont dispose le sergent Louis Dugré pour la saisie de l'arme jouet? Noircissez LA CASE qui correspond à la bonne réponse sur votre feuillet de réponses.

- a) Obtenir un mandat de perquisition pour saisir l'arme jouet.
- b) Obtenir un mandat d'entrée afin de pénétrer dans la résidence de Charles Frigon, la fouiller et y saisir l'arme jouet de façon accessoire à l'arrestation de Charles Frigon.
- c) Pénétrer en urgence dans le lieu et y saisir l'arme jouet, sans mandat.
- d) Obtenir un mandat de perquisition avec une autorisation d'entrée puisque la fouille est effectuée dans une résidence privée.
- e) Saisir l'arme jouet sans mandat au sens de l'article 117.02 du Code criminel.

### FAITS COMPLÉMENTAIRES

L'enquête du sergent Dugré est maintenant terminée. Charles comparaît sur une promesse de comparaître le mercredi 17 février 2021. Il est accusé par voie sommaire. Lors de sa comparution, Charles est confus, ne comprend pas vraiment ce qui se passe et pourquoi on lui demande s'il requiert les services d'un avocat.

### QUESTION 16

Quelle demande M<sup>e</sup> Martine Beaupré, procureure aux poursuites criminelles et pénales, devrait-elle formuler au tribunal à cette étape des procédures et quel fardeau de la preuve devra-t-elle assumer afin que le tribunal acquiesce à sa demande? Noircissez LA CASE qui correspond à la bonne réponse sur votre feuillet de réponses.

- a) Demander l'incarcération dans un hôpital pour la durée de l'évaluation (cinq jours); la poursuite devra démontrer que la détention est souhaitable, le temps de l'évaluation.
- b) Demander au tribunal de déclarer Charles Frigon inapte à subir son procès, selon la prépondérance des probabilités.

- c) Demander une évaluation sur l'aptitude de Charles Frigon à comparaître; la poursuite devra démontrer qu'elle a des motifs de mettre en doute l'aptitude de l'accusé à subir son procès.
- d) Demander au tribunal de reporter la comparution de Charles Frigon et de tenir une audience au plus tard deux ans après la date du report. Il appartient alors à la poursuite de démontrer qu'elle a des motifs qui permettent de douter de la capacité de l'accusé de comparaître.
- e) La poursuite ne peut formuler aucune demande, ce sera à l'avocat de Charles Frigon de soulever son aptitude à subir un procès.

### FAITS COMPLÉMENTAIRES

En tenant pour acquis que Charles est apte à subir son procès et que le processus judiciaire se poursuit, le procès de Charles est fixé au lundi 19 avril 2021. Lucas, quatre ans, qui est suivi par une psychologue, a reçu un diagnostic qui indique qu'il a subi un traumatisme et qu'il présentera des séquelles de cet épisode qui nuiront à son développement, compte tenu de son âge. Il serait très préjudiciable pour sa santé de devoir témoigner contre son grand-père. Il est le seul témoin des infractions commises par l'accusé.

### QUESTION 17

Quelle sera la stratégie de M<sup>e</sup> Martine Beaupré, procureure aux poursuites criminelles et pénales, pour établir la preuve des infractions? Noircissez LA CASE qui correspond à la bonne réponse sur votre feuillet de réponses.

- a) Elle fera entendre Lucas Frigon, mais en compagnie de sa psychologue.
- b) Lucas Frigon sera accompagné de sa mère lors de son témoignage.
- c) Lucas Frigon témoignera dans une autre salle par visio-conférence pour éviter qu'il soit en présence de son grand-père.
- d) Elle tiendra un voir-dire afin de demander au juge de lui permettre de mettre en preuve les verbalisations faites par Lucas Frigon à sa mère et aux enquêteurs selon les critères de nécessité et de fiabilité et qui feront preuve de leur contenu.
- e) Elle déclarera ne pas avoir de preuve à soumettre au tribunal.

## FAITS COMPLÉMENTAIRES

Au cours de la préparation du procès, M<sup>e</sup> Martine Beaupré, procureure aux poursuites criminelles et pénales, rencontre Lucas et lui fait visionner son entrevue filmée réalisée avec les policiers quelques jours après les événements. M<sup>e</sup> Beaupré rencontre également la mère de Lucas et cette dernière lui fait part des verbalisations reçues de Lucas, le lendemain des événements. M<sup>e</sup> Beaupré rencontre également les policiers qui ont réalisé l'entrevue vidéo de Lucas et ces derniers lui font part de leur opinion selon laquelle la version donnée par Lucas est très crédible en raison des nombreux détails qu'il fournit.

Le procès commence et au cours de son témoignage, Lucas éprouve certaines difficultés à relater des détails et se montre réticent à identifier son grand-père comme étant l'auteur des gestes à caractère sexuel commis à son endroit. Dans les circonstances, M<sup>e</sup> Beaupré se demande quelle stratégie adopter afin de mettre en preuve devant la cour tous les détails pertinents de l'événement.

### QUESTION 18

Quelle demande M<sup>e</sup> Martine Beaupré, procureure aux poursuites criminelles et pénales, peut-elle faire à la cour à ce stade-ci des procédures? Noircissez LA CASE qui correspond à la bonne réponse sur votre feuillet de réponses.

- a) Demander la permission à la cour de poser des questions suggestives à Lucas Frigon.
- b) Demander à déposer en preuve l'enregistrement vidéo réalisé par Lucas Frigon, puisqu'il est nécessaire de le faire et que cet enregistrement est fiable.
- c) Demander à ce que l'enregistrement vidéo soit déposé en preuve pour faire preuve de son contenu si Lucas Frigon, dans son témoignage, confirme le contenu de l'enregistrement.
- d) Demander à ce que le témoignage de Lucas Frigon soit suspendu, le temps que les policiers soient entendus à la cour afin d'établir que Lucas Frigon, à un moment donné, a fourni une déclaration détaillée des événements; demander que cette déclaration fasse preuve de son contenu.
- e) Demander à la mère de Lucas Frigon de relater les verbalisations reçues de son fils.



## FAITS COMPLÉMENTAIRES

Le procès se poursuit et la poursuite réussit à démontrer hors de tout doute raisonnable que Charles a posé des gestes à caractère sexuel à l'endroit de Lucas. Les représentations sur la peine sont fixées au lundi 10 mai 2021. Dans l'intervalle, un rapport présentenciel est préparé par un agent de probation qui conclut que Charles présente des risques de récidive en semblable matière, bien qu'il verbalise des remords. M<sup>e</sup> Beaupré rencontre à nouveau la mère de Lucas qui l'informe que Charles a déjà fait l'objet d'une enquête policière pour des gestes à caractère sexuel commis sur une cousine à elle, mais que la plainte n'a pas été retenue par le directeur des poursuites criminelles et pénales. M<sup>e</sup> Beaupré apprend également que Lucas est très troublé par l'événement subi et présente des comportements d'automutilation depuis. Elle souhaite mettre en preuve tous les éléments pertinents afin de demander une longue peine d'incarcération. Le rapport rédigé par l'agent de probation est déposé de consentement des deux parties.

### QUESTION 19

Quels éléments pourront être considérés par le tribunal pour déterminer la peine appropriée dans les circonstances? Noircissez TOUTES LES CASES qui correspondent à la bonne réponse sur votre feuillet de réponses.

- a) Les propos de Charles Frigon recueillis par l'agent de probation quant aux remords qu'il entretient.
- b) Les conséquences du crime sur Lucas Frigon par le biais du témoignage de sa mère.
- c) L'évaluation du risque de récidive que présente Charles Frigon.
- d) Le fait que Charles Frigon ait demandé la tenue de son procès, ce qui a rendu le témoignage de Lucas Frigon nécessaire.
- e) Le fait que Charles Frigon a déjà fait l'objet d'une enquête policière pour des gestes à caractère sexuel.

## QUESTION 20

En matière de droit d'appel, lequel des énoncés suivants est FAUX? Noircissez LA CASE qui correspond à la bonne réponse sur votre feuillet de réponses.

- a) Un accusé ne peut pas en appeler d'une décision interlocutoire qui met en cause son droit d'être représenté par l'avocat de son choix.
- b) Le droit d'appel du poursuivant à l'encontre d'un verdict d'acquittallement à l'égard de procédures sur acte d'accusation est limité aux questions de droit seulement.
- c) Le poursuivant ne peut en appeler d'un verdict d'acquittallement à l'égard de procédures poursuivies par voie sommaire.
- d) L'accusé qui porte en appel un verdict de culpabilité peut demander à la Cour d'appel sa mise en liberté en attente de la décision de la Cour d'appel.
- e) Tant la poursuite que l'accusé qui ne respecte pas le délai pour porter une décision en appel peut demander à la Cour d'appel la prolongation de ce délai d'appel.